

**Demande d'intervention fédérale immédiate au Mato Grosso do Sul -
Lettre ouverte à la Présidente Dilma Rousseff au sujet des
menaces et attaques de producteurs agricoles contre les peuples
indiens**

À la Présidente Dilma Rousseff,

Depuis la mort de Oziel Terena, assassiné en mai 2013 par les forces de police lorsque celles-ci ont repris la terre indienne Buriti, une série d'événements menacent la vie et la sécurité des communautés indiennes du Mato Grosso do Sul. Au cours de leur guerre très particulière contre les peuples indiens, les fermiers manifestent de plus en plus d'agressivité dans leurs discours et leurs actes.

Stimulé par des déclarations violentes et pleines de préjugés des fermiers et de leurs représentants au Mato Grosso do Sul, le conflit connaît une telle recrudescence qu'il exige que nous, organisations indigènes et indigénistes, dénoncions publiquement l'extrême gravité de la situation des peuples premiers de cet Etat et que nous exigions une intervention fédérale immédiate au Mato Grosso do Sul de façon à éviter une tragédie annoncée au Brésil.

A Campo Grande, durant l'invasion du siège de la Fondation Nationale de l'Indien par 150 producteurs ruraux le 19 novembre, une fermière a crié en s'adressant aux Indiens qui se trouvaient là : « Le 30 approche (...), et je vous lance cette malédiction: Mourez. Mourez tous." Elle a été applaudie par les manifestants.

Le 30 novembre est la date butoir fixée par les producteurs ruraux du Mato Grosso do Sul pour que le gouvernement trouve une solution aux conflits fonciers de l'Etat. Cependant, comme ils prévoient que l'Etat ne parviendra pas à présenter une proposition qui mette fin au problème - et qui favorise l'agrobusiness- les fermiers, par l'intermédiaire de leurs associations, ont fait à plusieurs reprises des déclarations du style de celle qui suit :
"La date d'échéance pour une solution finale c'est le 30 novembre. Ensuite, comme c'est déjà une tragédie annoncée, les fermiers iront à la confrontation pour défendre leur droit de propriété. Et le sang coulera, malheureusement » a déclaré le vice-président de l'Association des éleveurs du Mato Grosso do Sul (Acrissul), Jonatan Pereira Barbosa, à la tribune de la Commission de la Réforme agraire du Sénat fédéral le 1 novembre, la source de cette information étant le site internet de cette entité.

Le Président de Acrissul, Francisco Maia, le 8 novembre, lors d'une réunion avec 50 producteurs ruraux de l'Etat, a dit: " La Constitution garantit au citoyen le droit de défendre son patrimoine, sa vie. Des gardes et la sécurité, ça coûte de l'argent. Pour commencer la bataille, nous avons besoin de ressources. S'il nous faut une force de 300 hommes, nous avons besoin de ressources pour la mobilisation. »

Lors d'une autre réunion, le 12 novembre, le vice-président de la Fédération de l'Agriculture et de l'Elevage du Mato Grosso do Sul (Famasul), Nilton Pickler, a aussi corroboré publiquement la position de Acrissul:
"Nous sommes sur une terre sans loi, où envahir une propriété n'est plus un crime, il faut réagir" a-t-il affirmé.

Les entités représentatives des producteurs ruraux de l'Etat organisent le 7 décembre à Campo Grande, une vente aux enchères d'animaux, de denrées agricoles, de machines et de produits donnés par les éleveurs de l'Etat dans le but de rassembler des fonds pour mener des actions contre les Indiens. Ils ont appelé cette action "Vente aux enchères de la Résistance". Le 19 novembre, ils ont déclaré qu'ils avaient déjà reçu 500 têtes de bétail en donation soit au moins 500 mille reais¹.

Le document final de la Quatrième assemblée du Peuple Terena à laquelle ont participé plus de 300 chefs indiens de tout l'Etat qui représentaient plus de 70000 Indiens déclarait : « La tragédie est annoncée au Mato Grosso do Sul (...). Il existe une menace concrète publique et notoire à l'encontre des peuples indiens de la part des producteurs agricoles de cet Etat ». Pour les Indiens, il est clair que les « ventes aux enchères de la résistance annoncées par les producteurs ruraux » ont pour objectif de financer des milices armées ».

Dans une lettre, les Indiens ont critiqué l'Etat pour avoir abandonné les négociations qui visaient à trouver des sorties à la question indienne. "Le gouvernement fédéral a installé ... une table de dialogue pour essayer de résoudre la démarcation de nos territoires. Cependant, après plusieurs dates butoir fixées par le ministre [de la Justice] rien de concret n'a été présenté aux peuples indigènes ».

Les communautés Terena, Guarani-Kaiowá, Guarani Nandeva, Kinikinau e Kadiwéu, en lutte pour la garantie de leurs territoires traditionnels, ont rapporté et dénoncé à la Police fédérale, à la FUNAI et au Ministère Public Fédéral que les Indiens ont été ces derniers temps victimes d'un grand nombre d'attaques avec coups de feu, d'invasions, d'intimidations et de menaces de mort. Cependant, jusqu'à présent, aucune mesure de sécurité permanente n'a été offerte à ces peuples.

Les Indiens connaissent bien le travail des agents de sécurité privée que les fermiers souhaitent étendre dans la région. Lors du conflit qui a impliqué des Indiens et des fermiers en novembre 2011, l'entreprise de sécurité privée Gaspem qui prêtait - et continue à le faire- des services aux propriétaires de terres qui se trouvent en territoire traditionnel indien, a été accusée d'implication dans la mort du chef religieux Guarani-Kaiowá Nízio Gomes, dans le tekoha Guaiviry, à Aral Moreira. Dans sa plainte, le Ministère Public fédéral du Mato Grosso do Sul (MPF-MS) a qualifié les activités de l'entreprise de "milice privée", et exigé la suspension de ses activités. Suite à cela, sept personnes sont en prison, selon le rapport du MPF.

Les journaux et les télévisions ont aussi associé le terme de « milices armées » au discours des ruralistes sur la vente aux enchères et sur les menaces du 30 novembre. Des agences de presse internationales ont qualifié le cas de « conflit sanglant (...) ayant des caractéristiques de guerre territoriale".

Il est public et notoire qu'au Mato Grosso do Sul les fermiers préparent une force paramilitaire pour attenter à la vie de collectivités et à l'Etat de droit au Brésil.

¹ NdT : Environ 160 000 €

La "résistance" des grands propriétaires s'organise contre la démarcation des terres indiennes. Elle s'oppose à la réalisation de rapports et d'expertises par la FUNAI. Elle s'oppose à l'organisation politique des Indiens qui avancent dans la reprise de leurs territoires traditionnels, face à la morosité de l'Etat et de la Justice, face à toute la violence dont ils sont victimes de la part des forces policières de l'Etat et du Fédéral et des forces de sécurité privées « légales » ou illégales qui agissent dans la région. Cette dite « résistance » vise incontestablement la vie de ces personnes.

Etant donné cette conjoncture, extension d'un violent processus historique de spoliation, confinement dans des réserves et extermination des peuples indigènes de cette région, les organisations signataires exigent publiquement de la Présidente Dilma une intervention fédérale immédiate dans l'Etat du Mato Grosso do Sul. Le pouvoir public peut et doit éviter cette "tragédie annoncée", répétition systématique du génocide des peuples indiens. Et cela doit se faire tout de suite. La reconnaissance et la démarcation des terres indiennes permettront de résoudre la situation au Mato Grosso do Sul.

Brasília, 21 novembre 2013.

Conseil Indigéniste Missionnaire - Cimi
Articulation des Peuples Indigènes du Brésil - APIB
Articulation des Peuples Indigènes de la Région Sud - ArpinSul
Articulation des Peuples et Organisations Indigènes du Nord-Est, Minas Gerais
e Espírito Santo - Apoinme
Aty - Guasu Guarani Kaiowá
Conseil des chefs Terena
Conseil Indigène de Roraima - CIR
Institut Kabu - Nejamrô Kayapó
Association des Indiens Tupinambá da Serra do Padeiro - AITSP
CCPIO AP. Galibi Marworno - Paulo R. Silva
Video dans les villages - Vicent Carelli
Opération Amazonie Indienne - Opan
Institut de recherches et Formation Indigène - Iepé
Institut Socio- Environnemental - ISA
Association Terre Indienne Xingu - ATIX
Institut Indigène pour la Propriété intellectuelle - Inbrapi
HAY - Dário Vitória Kopenawa Yanomami
HAY - Davi Kopenawa Yanomami